

## Devoir td 5

### Fiche d'arrêt document 4

#### 1 les faits =

2 couple mariée madame J et monsieur Q avec 2 enfants monsieur Q a décidé de changer son sexe pour venir désormais une femme « madame Q » ensuite après le changement madame J et madame Q ont eu un troisième enfant, mais à cause de la situation de la mère Q l'état civil n'admet qu'un enfant a 1 seule mère qui est madame J et donc cette dernière elle veut demander sa reconnaissance maternelle anténatale de l'acte de naissance de son enfant

#### 2 La procédure =

Madame Q accède au conseil d'état pour demande d'admettre sa maternité de l'acte de naissance mais finalement cette demande a été refusée par l'officier de l'état civil, ensuite madame Q saisit le cour d'appel de Montpellier mais cette dernière a violé l'article 51 « la cour d'appel de Montpellier, même en faisant appel à des principes supérieurs reconnus au niveau international, a violé les dispositions de l'article 57 du code civil. » mais en ne faisant pas recours au père donc madame Q a encore fait appel à la cour de cassation

#### 3 les prétentions des parties =

Madame Q demande au pourvoi et pour la reconnaissance maternelle de son enfant la cour d'appel refuse cette demande puisque dans l'acte de naissance seul peut apparaître « père et mère ». La cour d'appel ne respecte pas l'article 57 du code civil.

#### 4 le problème de droit =

Le problème de droit c'est ce que madame Q peut être représentée comme parent biologique dans l'acte de son enfant, sa 2<sup>ème</sup> mère

#### 5 la solution =

« En statuant ainsi, alors qu'elle ne pouvait créer une nouvelle catégorie à l'état civil et que, loin d'imposer une telle mention sur l'acte de naissance de l'enfant, le droit au respect de la vie privée et familiale des intéressées y faisait obstacle, la cour d'appel a violé les textes susvisés » la cour de cassation CASSE ET ANNULE elle a changé la décision de cour d'appel car elle viole l'article 51

### L'arrêt de « fleur de marie

La première chambre civile de la cour de cassation a rendu un arrêt faisant référence à la « Fleur de Marie » le 1<sup>er</sup> octobre 1986

Attendu que Mme Marie-Patrice Y..., épouse de M. Gérard X..., a mis au monde le 7 avril 1983 un enfant de sexe féminin qui souhaite l'appeler Fleur de Marie Amine Angèle mais cela n'est pas possible à cause du premier prénom

Après la révision qui a été faite l'officière de l'état civil a refusé de donner ce fameux prénom à l'enfant ensuite les époux X... ont présenté une requête au tribunal de grande instance afin de faire admettre comme prénom le vocable qu'avait refusé l'officier de l'état civil mais cette dernière a été rejetée puis ils ont fait une nouvelle requête à la cour d'appel pour qu'elle soit encore rejetée et finalement ils ont fait pourvoi de cassation et cette dernière accuse que la cour d'appel d'avoir violé

quelques articles de la DDHC pour prendre cette décision de rejet mais elle a utilisé la CEDH (ainsi que l'article premier de la loi du 11 Germinal an XI qui interdit l'utilisation de certains prénoms. Donc la cour d'Appel viole quelque article mais pour le bien-être de la fille

le problème de droit est si les parents ont le droit d'appeler leur fille Fleur de Marie Armine Angèle ?

finalement la cour de cassation est d'accord avec la cour d'Appel elle rejette le pourvoi la cour de cassation met en évidence la loi de la loi du 11 germinal an XI sur la CEDH cette décision a été prise pour l'intérêt de l'enfant et qu'il ne soit pas discriminé « se bornent à poser des principes généraux relatifs au respect de la vie privée et familiale, à la liberté de conscience et à l'interdiction des discriminations entre individus ».

les exercices partie 1

1) la cour de cassation a refusé de faire un contrôle de la constitutionnalité car moment où c'est donné l'arrêt, c'est-à-dire en 1986 le contrôle de constitutionnalité ne pouvait pas se faire si une loi a déjà été promulguée.

2) Cette loi art 11 n'a donc pas pu subir de contrôle pour prouver qu'elle peut porter atteinte à des principes généraux relatifs au respect de la vie privée et familiale et c'est la loi sur laquelle la Cour de cassation donne ces motifs et rejette ce pourvoi.

3) La réforme constitutionnelle aurait changé cet arrêt si la question se posait aujourd'hui puisqu'il aurait tenu plus compte du contrôle de constitutionnalité avec la DDHC que du contrôle de conventionnalité avec la CEDH.